

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1166

Rubrik: Médias

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Des cadeaux qui viennent de loin

BEAT KAPPELER

économiste et journaliste
indépendant

En tant que père attendri, je fais bien sûr tout ce que je peux pour le bonheur de mes deux fils. Je réunis par exemple toutes les petites voitures qui se trouvent dans les greniers de la famille. Je range donc mes propres véhicules du début des années cinquante, celles d'un frère cadet de ma femme, celles que j'avais données il y a douze ans à mon filleul. Mes fils ajoutent les petites merveilles vendues dans les kiosques aujourd'hui. Le père économiste ne peut s'empêcher de regarder les marques d'origine: «made in Germany» pour mes voitures des années cinquante, «made in Great Britain» pour les années soixante, «made in Hong-Kong» pour mon filleul et «made in China» pour mes fils. Les cadeaux viennent de loin — tous les dix ans ils font un trajet plus long de quelques milliers de kilomètres. Notre base industrielle ne s'érode-t-elle pas au même rythme ?

Des signes inquiétants ne manquent pas. Sulzer s'oriente dorénavant vers l'Asie, Nestlé ouvre chaque année une usine en Chine, ABB y encaisse des commandes par centaines de millions. Mais on pourrait se rassurer en pensant que la base humaine de notre industrie est de toute façon trop étroite et qu'au lieu de faire travailler des centaines de milliers d'étrangers ici, on les occupe sur place. Cependant des emplois de haute technicité suivent les emplois de masse des usines. De plus en plus de firmes suisses font faire leurs programmes informatiques en Inde: Telekurs, Elektrowatt, Swissair, Sandoz, Rentenanstalt. Et les centrales de commande, les centres de recherche, pourront-ils rester ici quand la substance vive sera déplacée à des milliers de kilomètres ? Je n'y crois pas.

Préoccupante aussi, la rapidité avec laquelle l'Allemagne se vide de ses productions de masse. Le retour de VW à une production pleine pour tout le monde n'est qu'un beau rêve. L'unité de licenciement de Mercedes sera désormais, chaque année, la dizaine de milliers. L'observateur suisse qui n'arrive plus à parler à un office allemand après 15 heures, et jamais le vendredi après-midi, et qui constate que les gares des grandes villes allemandes sont encore vides le matin à 8 heures, ce Suisse pourrait penser que c'est bien fait pour les Allemands qui ont exagéré en réduisant leurs horaires. Mais que fera l'industrie suisse allemande quand Mercedes-Stuttgart et Siemens-Munich ne passeront plus de commandes ?

Des impressions certes, pas de certitudes. Mais pour que mes fils puissent, dans quinze ans, travailler en Europe, il faut s'occuper de leurs postes de travail, dès maintenant. Je pense que les chants de sirènes voulant partager et réduire le travail devenu rare sonnent faux. Au contraire, il faut y aller, au charbon ! Les patrons ont compensé le temps de travail toujours plus court par de gros investissements. De trop longs temps de repos pour ces coûteuses

installations les incitent à la délocalisation, c'est l'évidence même.

Il faut donc prolonger le temps de roulement de toutes nos installations en Europe. La Commission de l'Union européenne calcule un gain possible de plus de 675 000 postes de travail pour l'Allemagne, de 300 000 pour la France, de 545 000 pour la Grande Bretagne, grâce à des équipes multiples (pas toujours la nuit) et au financement des coûts sociaux en imposant la consommation plutôt que le travail. Au lieu d'éjecter les travailleurs âgés et de les ajouter aux cas sociaux à financer par les personnes actives de moins en moins nombreuses, il faut les réorienter. Il faut permettre aux femmes d'être actives dans l'économie si elles le veulent. Organisons le transfert de technologie vers les petites et moyennes entreprises. Permettons à tout le monde de pouvoir travailler à mi-temps, mais n'imposons pas une amputation générale du temps productif à notre société. Et tout le monde doit être prêt à changer de profession, de poste, de revenu. C'est enrichissant, et ce n'est pas un sacrifice. Je n'en peux plus d'entendre toutes les pleureuses qui nous dénigrent la flexibilité dans la vie.

La civilisation européenne s'est distinguée par ses bains de jouvence culturelle et économique, réguliers et autonomes. Cette fois encore nous y réussissons. En faisant fi du malthusianisme «qu'il y a trop de travailleurs» et en gardant un rapport solvable entre les actifs et les inactifs. L'Europe, la Suisse gagneront le pari de la nouvelle économie globale. Ainsi nos fils pourront offrir ces petits cadeaux, venus de loin, à leurs propres enfants. ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Beat Kappeler
Composition et maquette:
Murielle Gay-Crosier
Marciano, Pierre Imhof,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

MÉDIAS

Les journaux dont les tirages ont bien évolué crient victoire. C'est par exemple le *Tages Anzeiger* qui annonce triomphalement l'approche des 280 000 exemplaires (+ 6339) et la *Sonntags Zeitung* qui est très fière des 20 314 exemplaires gagnés en une année. Du même groupe, la *Berner Zeitung* (49% du capital appartient au *Tages Anzeiger*) passe à 128 333 exemplaires (+ 31005). Petit point de friction possible, le *Tages Anzeiger* annonce aux Bernois que les abonnés recevront dorénavant le quotidien zurichois au plus tard à 6 h. 30 dans leur boîte aux lettres.

Sans attendre une problématique meilleure collaboration sur le plan jurassien l'*Express* a remodelé sa présentation. L'agen-

Les prix Nobel d'économie et quelques autres

RÉFÉRENCE

Sortir de la crise: Vers quels nouveaux équilibres ?
Enquête sous la direction de François Busnel, édition Vinci, 1993. Ouvrage publié par le Conseil régional et les compagnies régionales des experts-comptables et commissaires aux comptes de Paris et Versailles.

(ag) Dans les librairies, les livres s'alignent sur les rayons ou s'étalent sur les tables. Pour aguicher le chaland, mieux vaut la position horizontale: elle met en valeur la page de titre et, pour en garnir encore l'effet, autorise la bande, rouge ou jaune: l'achat le plus intellectuel devient réflexe conditionné.

Je déambulaï donc entre les tables de la librairie Basta. Un livre sur la crise, publié après enquête par les experts comptables de Paris, ne m'aurait pas arrêté, sans la bande qui annonçait la contribution entre autres des prix Nobel d'économie: une banque d'idées fécondantes. Sur quelque quarante auteurs, alignés en page de garde, les trois premiers pour ne citer qu'eux étaient identifiables: Maurice Allais, Milton Friedman, Wassily Leontief. Naïf, j'achetais.

Les paramètres limités

En macroéconomie, les paramètres sont peu nombreux: l'investissement; la consommation avec en arrière-fond la politique sociale et fiscale; le loyer de l'argent à long et court terme avec ses données concomitantes: l'endettement, la dépense publique; les taux de change, reflet de la balance des revenus.

Dès lors, il est facile, selon ses préjugés, de privilégier une donnée. Ce qui donnera: la relance s'obtient par la baisse des taux d'intérêt; pour qu'ils baissent, il faut que l'Etat

cesse d'intervenir par emprunts sur le marché, donc la relance passe par le moins d'Etat. Ou inversement, la crise se manifeste par une rétention de la consommation et un excès d'épargne, il faut donc par une politique salariale et sociale, même au prix d'un endettement accru, rétablir la confiance et l'incitation à consommer. Pour un autre encore, il est nécessaire de stimuler l'investissement, voire par exemple les grands travaux européens.

Dans ce tournis, inutile de chercher la concordance. Un élément toutefois est fréquemment souligné. Les économies subissent le choc d'un retour durable à un loyer de l'argent positif, c'est-à-dire supérieur au taux d'inflation. C'est la fin d'une fantastique facilité: l'inflation, par la dévalorisation des capitaux empruntés à taux fixe, permet des financements avantageux et rend en quelques années sain un investissement aventureux spéculatif. Les économistes, de manière ouverte ou sous-jacente, ne cessent de s'interroger sur l'inflation: n'est-elle pas une drogue dont il est pénible d'être sevré et si oui, quelle est la dose optimale, maîtrisable ?

Au-delà de l'économie

Les intervenants ne sont pas seulement des économistes. Ont participé à ce collectif, aussi, des hommes comme Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, Bernard Schneider, secrétaire général du Club de Rome. Là est l'intérêt de ce livre patchwork.

Les économistes purs manipulent de fait des modèles simplifiés. La démographie n'apparaît que très rarement dans leurs relevés. Le coût social cumulé du chômage, du vieillissement de la population, de la marginalisation d'une partie de celle-ci ne les interroge pas: ces données ne sont pas prises en compte par leurs modèles.

Finalement surgit la question première qu'inspire le titre. Qu'est-ce qu'une crise ? Investir dans quel but et quelle nouvelle consommation rendre désirable ? Il ne suffit pas de stigmatiser les délocalisations pour effacer l'énergie des peuples jeunes, même si elle s'accompagne aussi de duretés et d'injustices sociales.

Il n'est pas sûr qu'il y ait une typologie des crises qui expliquerait les caractéristiques de celle que nous vivons. Quelque chose a bougé en profondeur. La réponse n'appartient pas aux seuls économistes; il faudra la chercher dans la capacité collective de faire vivre les valeurs de cohésion sociale. ■

●●●

da nous permet de découvrir le marché visé: tout le canton de Neuchâtel, le Haut et Bas-Vully vaudois, Avenches, Cudrefin, la Neuveville bernoise et même un peu la Bienne romande.

Amusante collaboration journalistique. Pour intéresser les décideurs zurichois, le *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne* fait passer un éditorial chaque semaine dans la NZZ. Le 14 avril cet éditorial a paru en allemand, le même jour qu'en français dans le quotidien genevois, la traduction ayant été assumée par Roger de Weck, le rédacteur en chef du *Tages Anzeiger*.

Le quotidien communiste non conformiste italien *Manifesto* publie chaque mois, depuis le 12 avril, une version italienne du mensuel le *Monde diplomatique*. Au début ce supplément sera joint sans frais au quotidien. 40% du tirage du *Monde diplomatique* est vendu hors de France.